



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale
des territoires

ARRETÉ MODIFICATIF
à l'arrêté préfectoral du 23 mai 2008
portant constitution du conseil scientifique
de la Réserve Naturelle Nationale de Saint-Mesmin

Le Préfet du Loiret,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment son article R 332-18,

VU le décret n° 2006-1608 du 14 décembre 2006 portant création de la Réserve Naturelle Nationale de Saint-Mesmin (Loiret) et notamment son article 2 relatif à la gestion de la Réserve Naturelle,

VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2007 portant création du comité consultatif de la Réserve Naturelle Nationale de Saint-Mesmin,

VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2007 portant création du périmètre de protection de la Réserve Naturelle Nationale de Saint-Mesmin,

VU l'arrêté préfectoral du 23 mai 2008 portant constitution du conseil scientifique de la Réserve Naturelle Nationale de Saint-Mesmin,

VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 2010 portant approbation du plan de gestion 2010-2014 de la Réserve Naturelle Nationale de Saint-Mesmin,

VU l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012 portant délégation de signature à Mme Simone SAILLANT, directrice départementale des territoires du Loiret,

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2013 portant renouvellement de la composition du comité consultatif de la Réserve Naturelle Nationale de Saint-Mesmin,

VU la convention en date du 1^{er} avril 2008 fixant les modalités de gestion de la Réserve Naturelle Nationale de Saint-Mesmin et de son périmètre de protection,

Considérant la proposition de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre, relative au remplacement, au sein du Conseil Scientifique, de M. Jean-Yves LECUREUIL, hydrobiologiste ayant fait valoir ses droits à la retraite, par M. Sylvain MANGOT, hydrobiologiste,

.../...

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La composition du conseil scientifique de la Réserve Naturelle Nationale de Saint-Mesmin, constitué par arrêté préfectoral du 23 mai 2008 est modifiée ainsi qu'il suit :

NOM	Spécialité
M. Jean-Louis SENOTIER	Mammifères aquatiques (Castor), crustacés et mollusques aquatiques
M. Sylvain MANGOT	Hydrobiologie
M. Michel CORGIER	Mycologie
M. Jordane CORDIER	Botanique
M. Stéphane RODRIGUES	Milieux aquatiques continentaux
M. Marc VILLAR	Peuplements forestiers (Peuplier noir, Orme lisse)
M. Michel BINON	Entomologie
M. Alain BRETHERS	Milieux forestiers, pédologie
M. Lionel FREDERIC	Ornithologie

En cas d'indisponibilité, les membres du conseil scientifique peuvent être représentés par un autre expert de leur domaine de compétence, choisi par eux-mêmes.

ARTICLE 2 :

Le conseil scientifique donne son avis sur le plan de gestion et peut être sollicité sur toute question à caractère scientifique touchant la réserve naturelle. Il assiste les gestionnaires de la réserve et le comité consultatif.

ARTICLE 3 :

Les gestionnaires - l'association Loiret Nature Environnement et le conservateur de la réserve - organisent les réunions du conseil scientifique. Ils en informent la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre et la Direction Départementale des Territoires du Loiret et en rédigent les compte-rendus.

Sur proposition des gestionnaires, des experts scientifiques ou les services de l'Etat peuvent être associés, en tant que de besoin, aux réunions du conseil scientifique.

Si nécessaire, les membres du conseil scientifique peuvent être contactés individuellement par le conservateur sur un sujet particulier touchant la réserve. Cette consultation se fait par voie électronique ou postale. Un compte-rendu de ces échanges est fourni à chaque réunion du conseil scientifique.

Le conseil scientifique se réunit une à deux fois par an.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, la Directrice Départementale des Territoires du Loiret et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et notifié aux organismes et services de l'Etat concernés.

Fait à ORLÉANS, le

10 AVR. 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale des Territoires,



Simone SAILLANT

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret

Service de la Coordination Interministérielle, Mission Affaires Générales

181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1

Sous peine d'irrecevabilité, sauf dans les cas de dérogations ou d'exceptions prévus à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros, en application du décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, doit être acquittée en cas de recours contentieux.

